Kerry appelle à une coalition pour combattre les djihadistes en Syrie et en Irak

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a plaidé en faveur d'une large coalition mondiale pour lutter contre les djihadistes de l'Etat islamique (EI), qui multiplient les exactions dans les territoires dont ils se sont emparés en Syrie et en Irak.

Le roi Abdallah d'Arabie saoudite a prévenu les ays occidentaux qu'ils seraient la prochaine cible des djihadistes, en l'absence d'une réaction «rapide». «Si on les néglige, je suis sûr qu'ils parviendront au bout d'un mois en Europe, et un mois plus tard en Amérique», a-t-il mis en garde. Parallèlement, alors que le conflit en Syrie devient de plus en plus complexe, des combats ont opposé samedi sur le plateau du Golan des rebelles syriens à des Casques bleus philippins, tous «sains et saufs», selon Manille. Dans une tribune dans le *New York Times*, M. Kerry a appelé à une «réaction conjuguée conduite par les Etats-Unis et la plus large coalition de nations possible» contre l'EI, qui a multiplié les atrocités ces dernières semaines, avec notamment la décapitation du journaliste américain James Foley.

Le chef de la diplomatie américaine a précisé qu'il chercherait, avec le secrétaire à la Défense Chuck Hagel, à former cette coalition lors des discussions avec ses partenaires occidentaux en marge du sommet de l'Otan, prévu au Pays de Galles les 4 et 5 septembre. Les deux hommes se rendront ensuite au Moyen-Orient afin de rallier des soutiens «parmi les pays qui sont le plus directement menacés».

Photos : DR

«Cancer de l'EI»

«Nous ne permettrons pas au cancer de l'EI de s'étendre à d'autres pays. Le monde peut affronter ce fléau, et au bout du compte le vaincre», a-t-il assuré, en dénonçant les intentions «génocidaires» de l'EI.

Le président américain Barack Obama a reconnu cette semaine que les Etats-Unis, qui mènent depuis le 8 août des frappes aériennes contre les djihadistes dans le nord de l'Irak, n'avaient «pas encore de stratégie» pour lutter contre l'EI en Syrie.

Mais M. Kerry a souligné que M. Obama proposerait un plan d'action contre l'EI lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, dont son pays prend la présidence en septembre.

Face à la menace représentée par ce groupe sunnite extrémiste, les six monarchies arabes du Golfe se réunissent samedi à Jeddah, en Arabie saoudite, dont le roi a appelé lui aussi à agir contre l'EI, «le terrorisme ne connaissant pas de frontière».

La Grande-Bretagne a de son côté relevé vendredi, pour la première fois depuis 2011, à «grave» son niveau d'alerte, le quatrième niveau sur une échelle de cinq.

«Avec l'Etat islamique, nous sommes confrontés à la menace la plus grave que nous ayons jamais connue», a déclaré le Premier ministre britannique David Cameron.

Les Etats-Unis en revanche n'envisagent pas pour le moment de relever leur niveau d'alerte, n'ayant pas «connaissance d'une menace spécifique et crédible de l'Etat islamique sur le sol américain».

Les Casques bleus attaqués

Sur le terrain, en Syrie, des Casques bleus philippins ont affronté samedi matin des rebelles syriens qui les encerclent depuis jeudi sur le plateau du Golan, a annoncé le gouvernement philippin. Alors que 72 Casques bleus étaient bloqués sur deux positions par des rebelles, qui exigeaient qu'ils déposent leurs armes, l'un des deux groupes de soldats a pu être exfiltré mais le second a été «l'objet d'une attaque», a déclaré le ministre philippin de la Défense, Voltaire Gazmin.

Le porte-parole de l'armée, le lieutenant-colonel Ramon Zagala, a précisé à l'AFP que les soldats «étaient tous sains et saufs».

En outre, 44 Casques bleus fidjiens sont toujours retenus par des rebelles, selon l'ONU qui tente d'obtenir leur libération. Washington a notamment pointé du doigt le Front al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda.

En bientôt trois ans et demi, les violences en Syrie, où l'EI est apparu en force en 2013, ont fait 191 000 morts selon l'ONU et poussé plus de la moitié des habitants à fuir leurs foyers.

En Irak, où l'EI s'est emparé de zones à l'ouest de Baghdad en janvier et a lancé une offensive fulgurante en juin au nord de la capitale, plus de 1,6 million d'Irakiens ont été déplacés cette année par les violences, dont 850 000 durant le seul mois d'août.

Dans ce pays, l'attention se concentre actuellement sur la ville chiite turcomane d'Amerli, au nord de Baghdad, assiégée depuis plus de deux mois par l'EI et contre laquelle les forces de sécurité se préparent à lancer un important assaut, selon des officiers.

SYRIE

Des dizaines de Yazidies «vendues» à des combattants de l'EI

Des dizaines de femmes yazidies capturées en Irak par l'Etat islamique (EI) ont été forcées à se convertir à l'islam puis «vendues» pour être mariées de force en Syrie à des combattants du groupe djihadiste, rapporte une ONG.

L'EI, qui sème la terreur dans les territoires qu'il contrôle en Irak et en Syrie, a «réparti entre ses combattants 300 filles et femmes de la communauté yazidie qui avaient été enlevées en Irak ces dernières semaines», selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

«Parmi ces 300 femmes, au moins 27 ont été "vendues et mariées" à des membres de l'EI dans les provinces septentrionales d'Alep et de Raqa et dans celle de Hassaka (nord-est)», selon l'ONG qui dispose d'un large réseau de sources civiles, médicales et militaires en Syrie.

«Chaque femme a été vendue contre un montant de 1 000 dollars, après avoir été convertie à l'islam», précise-t-elle. Les Yazidis sont une communauté kurdophone non-musulmane prise pour cible dans le nord de l'Irak par l'EI qui a lancé début juin une offensive d'envergure en Irak.

L'Observatoire n'était pas en mesure de confirmer si le reste des femmes ont été également vendues et mariées, soulignant qu'elles sont considérées comme des «prisonnières de guerre».

Il précise qu'il y a trois semaines, des dignitaires arabes et kurdes de la province de Hassaka avaient tenté de libérer ces femmes en offrant de l'argent aux djihadistes sous prétexte qu'ils voulaient épouser les captives, mais le groupe extrémiste avait refusé.

L'OSDH a dénoncé «la vente de ces femmes traitées comme si elles étaient des biens matériels».

Le 12 août, le rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction de l'ONU Heiner Beilefeldt avait évoqué des informations faisant état d'exécutions et d'enlèvements de centaines de femmes et d'enfants par l'EI, avec des cas de femmes vendues à des combattants du groupe ultra-radical.

Des réfugiés yazidis en Irak avaient également rapporté ces mêmes faits.

L'EI a une interprétation extrême de l'Islam dénoncée par la majorité des courants islamistes. Il multiplie les exactions en Syrie et en Irak, dont des décapitations, des lapidations et même des crucifixions à l'encontre de tous ceux qu'ils considèrent comme leurs ennemis.

Les monarchies du Golfe dénoncent l'extrémisme des djihadistes

Les monarchies du Golfe ont vivement dénoncé l'extrémisme religieux incarné désormais par les djihadistes radicaux de l'Etat islamique (EI) en Irak et en Syrie, a annoncé samedi le ministre koweïtien des Affaires étrangères Sabah Khaled Al-Sabah.

«Nous dénonçons avec véhémence les pratiques de ceux qui utilisent l'Islam comme un prétexte pour tuer et déplacer» massivement des Irakiens et des Syriens, a déclaré cheikh Sabah à l'ouverture à Jeddah, dans l'ouest de l'Arabie saoudite, d'une réunion de ses pairs du Conseil de coopération du Golfe (CCG).

Il a ajouté que les membres du CCG (Arabie saoudite, Bahreïn, Emirats arabes unis, Koweït, Qatar et Oman) soutenaient la résolution adoptée à la mi-août par le Conseil de sécurité de l'ONU pour empêcher le recrutement et le financement des groupes djihadistes opérant en Syrie et en Irak. Le ministre koweïtien, dont le pays préside le CCG, a par ailleurs salué le cessez-le-feu qui a mis fin mardi à la guerre entre Israël et le mouvement islamiste Hamas dans la bande de Ghaza.

Il a appelé à «une protection internationale du peuple palestinien», à une levée du blocus imposé à l'enclave palestinienne et à sa reconstruction, tout en prônant une reprise des négociations de paix en vue de «l'établissement d'un Etat palestinien indépendant avec Jérusalem-Est comme capitale et sur la base des frontières de 1967». Cheikh Sabah a en outre souligné «le souci des dirigeants du CCG de surmonter toutes les anomalies (...) pour préserver les acquis» du CCG.

Il faisait allusion à la crise qui secoue le Conseil depuis des mois et qui oppose trois pays membres au Qatar, accusé de déstabiliser la région.

Le 5 mars, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et Bahreïn avaient rappelé leurs ambassadeurs à Doha — une démarche sans précédent — accusant le Qatar de s'ingérer dans leurs affaires et de déstabiliser la région, en raison de son soutien à la mouvance islamiste.

Le Qatar était accusé par ses voisins de soutenir les islamistes proches des Frères musulmans dans les autres pays du Golfe, dont des dizaines ont été condamnés à la prison aux Emirats arabes unis, et de servir de refuge aux islamistes d'autres pays arabes.

Israël a arrêté près de 600 Palestiniens en août

Les forces israéliennes ont incarcéré en août 597 Palestiniens en Cisjordanie occupée et à Jérusalem-Est, portant à plus de 7 000 le nombre de Palestiniens détenus dans les prisons de l'Etat hébreu, a indiqué samedi le Club des prisonniers palestiniens.

La plupart de ces arrestations ont eu lieu à Jérusalem-Est et dans la ville d'Hébron, dans le sud de la Cisjordanie, a précisé le Club, basé à Ramallah, dans un communiqué.

De nombreux Palestiniens ont été arrêtés en marge de manifestations de soutien aux Ghazaouis, qui sortent tout juste de 50 jours d'une offensive israélienne meurtrière visant notamment à détruire l'arsenal du mouvement islamiste Hamas.

Depuis la mi-juin et le lancement d'une vaste campagne d'arrestations après l'enlèvement et le meurtre de trois Israéliens, plus de 2 000 Palestiniens ont été interpellés et incarcérés, a ajouté le Club.